

## Questions orales

velle-Écosse. Nous essayons de mettre au point une formule d'aide aux pêcheurs.

\* \* \*

● (1240)

[Français]

## LES RESSOURCES NATURELLES

## L'IMPORTATION POSSIBLE DE GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ

**M. Claude Wagner (Saint-Hyacinthe):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

Est-il exact que le Canada s'apprête à exporter, l'an prochain, sur le marché américain, 38 p. 100 de sa production de gaz naturel et que, dans cette éventualité, le Québec sera forcé d'importer du gaz naturel liquéfié d'Algérie, et ce au double du prix canadien pour satisfaire à la hausse de sa consommation?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, actuellement, nous avons des contrats pour l'exportation qui étaient autorisés jusqu'à 1971, mais depuis cette date l'Office national de l'énergie n'a pas autorisé encore des exportations, un excédent d'exportations aux États-Unis. A ce moment, l'Office produit une série de séances pour préparer un rapport au sujet de la production de gaz naturel pour les Canadiens, et nous attendons le rapport de l'Office national de l'énergie. Mais, il n'est pas vrai que cet organisme a récemment autorisé d'exporter du gaz naturel.

\* \* \*

[Traduction]

## L'ADMINISTRATION DE L'ÉTAT

LE CONTRAT DE PUBLICITÉ ADJUGÉ À PRICE, RUBIN ET COMPAGNIE PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL—  
L'APPROBATION DU CONSEIL DU TRÉSOR—DEMANDE  
D'EXPLICATIONS

**M. Walter Baker (Grenville-Carleton):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au président du Conseil du Trésor. Elle concerne une information voulant que son collègue, le ministre du Travail, ait des liens personnels étroits avec une maison de publicité qui a reçu un contrat du ministère du Travail. Est-ce que ce contrat de \$25,000 accordé à Price, Rubin et associés a été approuvé par le Conseil du Trésor? Dans l'affirmative, quand cette approbation a-t-elle été donnée?

[Français]

**L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor):** Monsieur l'Orateur, tous les contrats sont approuvés suivant la forme ordinaire, et mes renseignements sont à l'effet qu'il n'y a absolument rien d'anormal dans ce contrat. Je ne sais pas si...

[Traduction]

**M. Woolliams:** Répondez à la question.

**M. Chrétien:** Je vais le faire. Ce n'est pas parce que quelqu'un est connu de quelqu'un d'autre qu'il ne faut pas traiter avec lui, s'il est bon.

L'INTERVENTION POSSIBLE DU MINISTRE DANS  
L'ADJUDICATION DU CONTRAT DE PUBLICITÉ À PRICE, RUBIN  
ET COMPAGNIE PAR LE MINISTRE

**M. Walter Baker (Grenville-Carleton):** Monsieur l'Orateur, étant donné la réponse du ministre et la possibilité

[M. LeBlanc (Westmorland-Kent).]

que la chose ait été approuvée par les voies normales, puis-je poser une question supplémentaire au ministre du Travail? Si le contrat a été approuvé par les voies normales, comme on vient de le dire, et compte tenu des liens personnels dont il a été question, le ministre voudra-t-il assurer à la Chambre qu'il n'a pas eu de part à la décision prise en la matière? Ou alors, le ministre est-il bien intervenu dans cette approbation par les voies normales et a-t-il effectivement recommandé d'accorder ce contrat à cette maison?

**L'hon. John C. Munro (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais dire bien clairement à la Chambre et aux députés que le contrat dont ils parlent a été approuvé sur le plan du multiculturalisme. C'est mon prédécesseur qui a octroyé ce contrat à cette entreprise et elle continue à le remplir avec tout mon appui. Cela ne fait aucun doute. J'aimerais également qu'il soit bien clair, et c'est important car cette question impliquait un ex-associé d'un ministre du cabinet à qui on a demandé de devenir directeur d'une entreprise, que j'ai vendu mes intérêts dans cette compagnie. Avant les dernières élections, j'ai remis, contrairement aux autres députés de la Chambre, ma déclaration d'impôt sur le revenu à la presse...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Munro (Hamilton-Est):** ... et il y était clairement indiqué que j'avais vendu mes intérêts et que je n'avais plus aucun intérêt dans ce cabinet juridique.

L'ADJUDICATION PAR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL D'UN  
CONTRAT DE PUBLICITÉ À PRICE, RUBIN ET COMPAGNIE—  
DEMANDE DE PROMESSE D'ALLOCATION DE CRÉDITS À LA  
PRESSE DITE ETHNIQUE

**M. Walter Baker (Grenville-Carleton):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une dernière question supplémentaire. Bien sûr, je dois accepter la réponse du ministre. Peut-il nous assurer qu'une fois déduite la commission de 17 p. 100 sur les \$250,000 versés à cette compagnie de publicité, le solde, soit 83 p. 100, ira aux journaux ethniques auxquels il est destiné.

**L'hon. John C. Munro (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, pour ce genre de contrat de publicité, voici, je crois, comment on procède: c'est la presse qui reçoit la totalité de la somme. Ces agences de publicité sont, en principe, les représentants des média. Ces derniers leur payent une commission de 17 p. 100.

\* \* \*

## L'IMMIGRATION

## LA POSSIBILITÉ D'ADMISSION DE RÉFUGIÉS CHILIENS

**M. Jim Fleming (York-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Étant donné que le sort des réfugiés chiliens ne s'est toujours pas amélioré, le ministre peut-il nous dire s'il y a eu des changements ou si l'on envisage d'en apporter à l'égard du problème des réfugiés chiliens?